CCE
Conseil Central de l'Economie
Centrale Raad voor het Bedrijfsleven
CRB

Bruxelles
Brussel
7/10/2009

17-21

Advies

→ OVER HET ONTWERP VAN NORM INZAKE DE TOEPASSING VAN DE ISA'S IN BELGIË

Avis

SUR LE PROJET ← DE NORME RELATIVE A L'APPLICATION DES NORMES ISA EN BELGIQUE

AVIS SUR LE PROJET DE NORME RELATIVE À L'APPLICATION DES NORMES ISA EN BELGIQUE

ADVIES OVER HET ONTWERP VAN NORM INZAKE DE TOEPASSING VAN DE ISA'S IN BELGIË

BRUSSEL - BRUXELLES

7.10.2009

Assistaient à la séance plénière du 7 octobre 2009, tenue sous la présidence de L. DENAYER, Secrétaire du Conseil :

Membres nommés sur la proposition des organisations représentatives de l'industrie et des banques et assurances :

Messieurs MAGDALENIC et VANCRONENBURG.

Membres nommés sur la proposition des organisations représentant l'artisanat, le petit et moyen commerce et la petite industrie :

Madame MATTHEEUWS et Monsieur VANDORPE.

Membre nommé sur la proposition des organisations des agriculteurs :

Monsieur HAYEZ.

Membre nommé sur la proposition des organisations représentatives de la sylviculture :

Monsieur SNEYERS.

Membres nommés sur la proposition des organisations représentatives des travailleurs et des coopératives de consommation :

Fédération générale du travail de Belgique :

Messieurs LAMAS, STRUYF et VAN DAELE.

Confédération des syndicats chrétiens de Belgique:

Monsieur HANSSENS.

Centrale générale des syndicats libéraux de Belgique :

Madame JONCKHEERE.

Etait également présent à la réunion en tant qu'expert du Conseil :

Monsieur DESWERTE.

Avis sur le projet de norme relative à l'application des normes ISA en Belgique

Saisine

Par sa lettre du 6 juillet 2009, Monsieur P. BERGER, Président de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, a soumis en ces termes une demande d'avis au Conseil:

"Monsieur le Président,

Le Conseil de l'IRE souhaite vous informer que le projet de norme relative à l'application des normes ISA en Belgique, que vous trouverez en annexe, est soumis à la consultation publique jusqu'au 15 septembre 2009, conformément à l'article 30 de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises et organisant la supervision publique de la profession de réviseur d'entreprises, coordonnée le 30 avril 2007.

Ce document est également disponible sur notre site internet à l'adresse suivante: http://www.ibr-ire.be, rubrique " documentation", sous-rubrique " projets de normes". En outre, un courrier est adressé à plusieurs organismes, dont la liste est reprise en annexe, afin d'attirer leur attention sur le lancement de cette consultation publique.

Nous vous informons, par ailleurs, que la Commission européenne a également lancé une consultation publique sur l'adoption des normes ISA, disponible à l'adresse suivante: http://ec.europa.eu/internal_market/consultations/2009/isa_en.htm.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre haute considération.

(signé) Pierre P. Berger"

Dans cette perspective, la sous-commission "Système comptable" a été chargée de la rédaction d'un projet d'avis et s'est donc réunie les 7 et 15 septembre 2009.

Le projet d'avis a été soumis le 7 octobre 2009 à l'assemblée plénière, laquelle l'a approuvé à l'unanimité.

Introduction

Le projet de norme relative à l'application des normes ISA en Belgique qui, conformément à l'article 30 de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises et organisant la supervision publique de la profession de réviseur d'entreprises, coordonnée le 30 avril 2007, est soumis à une consultation publique, a pour but d'intégrer dans le cadre normatif belge des normes d'audit internationalement reconnues, à savoir les International Standards on Auditing (ISA).

Les instances européennes ont déjà exprimé à plusieurs reprises leur souhait de voir s'harmoniser l'exercice de la profession d'auditeur professionnel des comptes annuels. C'est ainsi que la directive « Audit » du 17 mai 2006[1] stipule entre autres que la Commission peut décider de l'applicabilité de normes d'audit internationales dans la Communauté.. Or, à ce jour, la Commission européenne n'a pas encore pris de décision sur les normes ISA. Dans la perspective d'une prise de décision, la Commission procède à l'heure actuelle à une consultation publique au sujet de l'approbation des normes ISA.

Qu'elles aient été adaptées ou non sur le plan national, les normes ISA sont déjà obligatoires dans un certain nombre de pays, dont plusieurs Etats membres de l'Union européenne. En Belgique aussi, selon l'IRE les normes ISA sont déjà appliquées, essentiellement par les cabinets de révision de grande taille, lors du contrôle de nombreuses entités, surtout des entités d'intérêt public.

L'application des normes ISA est prévue pour le contrôle tant des entités d'intérêt public que des autres entités. Un double calendrier est prévu : en ce qui concerne les entités d'intérêt public, la norme entre en vigueur, pour le contrôle des états financiers relatifs aux exercices comptables clôturés, au plus tard le 15 décembre 2012 tandis que pour les autres entités, la norme ne s'applique que deux ans plus tard. Toutefois, une évaluation des évolutions européennes et belges étant prévue pour le 15 décembre 2011, les dates fixées pour l'entrée en vigueur de la norme peuvent encore être modifiées. Par ailleurs, l'IRE indique dans son projet de norme de placer sur son site la liste des réviseurs d'entreprises déclarant appliquer les normes ISA à l'ensemble de leurs missions de contrôle légal dès avant la date prévue d'entrée en vigueur de la nouvelle norme.

---

[1] Directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil

Avis

Le Conseil tient à souligner que la période de consultation publique coïncide largement avec la période de vacances ; de ce fait, le Conseil n'a pu disposer du temps nécessaire à une analyse approfondie des éléments de ce dossier. Dans ces circonstances, le Conseil limite son avis à la formulation de quelques remarques générales.

Le Conseil marque son accord sur l'objectif poursuivi de modernisation du cadre normatif de l'exécution des missions révisorales. Le Conseil soutient la volonté d'accroître la qualité des audits et espère que l'introduction des normes ISA en Belgique contribuera directement à l'amélioration des missions d'audit et indirectement à l'amélioration de la qualité des informations fournies au conseil d'entreprise. Il convient aussi de l'importance de normes reconnues internationalement en Belgique, pays très ouvert aux relations et investissements internationaux.

Le Conseil constate que, sur le plan européen, la décision n'a pas encore été prise sur l'introduction des normes ISA dans l'Union européenne et que la consultation publique belge coïncide avec la consultation publique de l'Union européenne. Le Conseil est satisfait de l'intention exprimée au point 6 du projet de norme de procéder à une évaluation des évolutions européennes et belges pour le 15 décembre 2011, afin de fixer les dates définitives de mise en œuvre.

Le Conseil constate que selon l'IRE les normes ISA prévoient que leur application concrète soit adaptée aux caractéristiques de chaque entité soumise à audit, notamment leur taille (PME) leur complexité ou leur nature (associations).Pour le Conseil, il s'agit là d'un élément essentiel. Par ailleurs, le Conseil estime que l'application des normes ISA, ainsi définies pour les PME et les associations, ne devrait pas entraîner des frais complémentaires à charge de ces entités. Il y aurait lieu de procéder à une étude d'impact des coûts et des bénéfices des normes ISA pour les PME et les associations, en vue de réaliser l'évaluation prévue au point 6 du projet de norme.

Le Conseil insiste sur l'importance d'un programme d'accompagnement de la mise en œuvre des normes ISA. Ce programme devrait notamment permettre de répondre aux besoins des petits cabinets, tant pour la formation pratique que pour les outils permettant d'effectuer leur contrôle conformément aux normes ISA.

Le Conseil constate que l'IRE veut inventorier sur son site internet tous les réviseurs d'entreprises qui déclarent déjà appliquer les normes ISA à toutes leurs missions de contrôle légal en vue d'inciter les autres réviseurs d'entreprises à faire de même. Le Conseil plaide pour l'introduction d'une période de transition suffisante pour pouvoir mettre en œuvre in concreto le programme d'accompagnement et les normes ISA, notamment dans les petits cabinets, comme prévu dans le paragraphe ci-dessus.

Woonden onder het voorzitterschap van de heer L. DENAYER, Secretaris van de Raad, de plenaire vergadering van 7 oktober 2009 bij :

Leden benoemd op voorstel van de representatieve organisaties van de industrie en van het bank- en verzekeringswezen :

De heren MAGDALENIC en VANCRONENBURG.

Leden benoemd op voorstel van de representatieve organisaties die de ambachten, de kleine en middelgrote handelsondernemingen en de kleinindustrie vertegenwoordigen :

Mevrouw MATTHEEUWS en de heer VANDORPE.

Lid benoemd op voorstel van de representatieve organisaties die de landbouw vertegenwoordigen :

De heer HAYEZ.

Lid benoemd op voorstel van de representatieve organisaties die de bosbouw vertegenwoordigen:

De heer SNYERS.

Leden benoemd op voorstel van de representatieve organisaties die de arbeiders en de verbruikscoöperaties vertegenwoordigen :

Algemeen Belgisch Vakverbond :

De heren LAMAS, STRUYF en VAN DAELE.

Algemeen Christelijk Vakverbond van België:

De heer HANSSENS.

Algemene Centrale der Liberale vakbonden van België :

Mevrouw JONCKHEERE.

Woonde de vergadering bij als deskundige van de Raad:

De heer DESWERTE.

Advies over het ontwerp van norm inzake de toepassing van de ISA's in België

Inbehandelingneming

Bij brief van 6 juli 2009 heeft de heer P. BERGER, voorzitter van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren, de raad in de onderstaande bewoordingen een adviesvraag voorgelegd:

"Mijnheer de Voorzitter,

De Raad van het IBR wenst u ervan in kennis te stellen dat het ontwerp van norm inzake de toepassing van de ISA's in België, dat u als bijlage bij dit schrijven vindt, tot 15 september 2009 wordt onderworpen aan een openbare raadpleging, overeenkomstig artikel 30 van de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut van de Bedrijfsrevisoren en organisatie van het publiek toezicht op het beroep van bedrijfsrevisor, gecoördineerd op 30 april 2007.

Dit document kan tevens worden geraadpleegd op onze website op het volgende adres: http://www.ibr-ire.be, rubriek "documentatie", subrubriek "ontwerpen van normen". Bovendien werd een schrijven gericht aan verschillende instellingen, waarvan de lijst als bijlage wordt bijgevoegd, teneinde hun aandacht te vestigen op de lancering van deze openbare raadpleging.

Voorts stellen we u ervan in kennis dat de Europese Commissie eveneens een openbare raadpleging heeft ingesteld over de goedkeuring van de ISA's, die kan worden geraadpleegd op het volgende adres: http://ec.europa.eu/internal_market/consultations/2009/isa_en.htm.

Met de meeste hoogachting,

(get.) Pierre P. Berger"

De subcommissie Boekhoudregeling werd belast met het opstellen van een ontwerpadvies en is daartoe bijeengekomen op 7 en 15 september 2009.

Het ontwerpadvies werd op 7 oktober 2009 voorgelegd aan de plenaire vergadering, die het unaniem heeft goedgekeurd.

Inleiding

Het ontwerp van norm inzake de toepassing van de ISA's in België, dat overeenkomstig artikel 30 van de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut van de Bedrijfsrevisoren en organisatie van het publiek toezicht op het beroep van bedrijfsrevisor, gecoördineerd op 30 april 2007, aan een openbare raadpleging wordt onderworpen, heeft tot doel internationaal erkende en geactualiseerde standaarden, met name de International Standards on Auditing (ISA's), in België in het normatieve kader op te nemen.

De Europese instanties hebben reeds herhaaldelijk de wens uitgedrukt om tot een harmonisatie te komen van de uitoefening van het beroep van wettelijke auditor van de jaarrekening. Zo bepaalt de Auditrichtlijn van 17 mei 2006[1] onder meer dat de Commissie kan besluiten tot de toepassing van internationale auditnormen in de Gemeenschap. Tot op heden heeft de Europese Commissie nog geen beslissing genomen over de ISA's, maar ze voert op dit ogenblik wel een openbare raadpleging over de goedkeuring van de ISA-normen.

De ISA's, met of zonder aanpassing op nationaal vlak, zijn reeds verplicht in een aantal landen, waaronder diverse lidstaten van de Europese Unie. Ook in België worden de ISA-normen volgens het IBR al toegepast, vooral door de grotere revisorenkantoren, voor de controle van vele entiteiten, m.n. organisaties van openbaar belang.

De toepassing van de ISA's is gepland voor de controle van zowel de organisaties van openbaar belang als de andere entiteiten. Er is wel een dubbele timing: voor de organisaties van openbaar belang treedt de norm voor de controle van financiële overzichten m.b.t. tot afgesloten boekjaren uiterlijk 15 december 2012 in werking. Voor de andere entiteiten wordt de norm pas twee jaar later toegepast. Er is wel voorzien in een evaluatie van de Europese en Belgische ontwikkelingen tegen 15 december 2011, waarna de vastgelegde data van inwerkingtreding van de norm nog kunnen worden aangepast. Bovendien kondigt het IBR in zijn ontwerp van norm aan dat het op zijn website een lijst zal plaatsen met de bedrijfsrevisoren die verklaren de ISA's toe te passen op al hun wettelijke controleopdrachten al voor de vastgelegde datum van inwerkingtreding van de nieuwe norm.

---

[1] Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006 betreffende de wettelijke controles van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen, tot wijziging van de Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad en houdende intrekking van Richtlijn 84/253/EEG van de Raad.

Advies

De raad wenst erop te wijzen dat de periode voor de openbare raadpleging grotendeels tijdens de vakantieperiode viel, waardoor hij niet over de nodige tijd heeft kunnen beschikken om een grondige analyse van de elementen van dit dossier uit te voeren. In deze omstandigheden beperkt de raad zijn advies dan ook tot het formuleren van enkele algemene opmerkingen.

De raad gaat akkoord met de nagestreefde doelstelling om het normatieve kader voor de uitvoering van revisorale opdrachten te moderniseren. De raad ondersteunt het streven naar een kwaliteitsvolle audit en hoopt dat de introductie van de ISA's in België rechtstreeks zal bijdragen tot een verbetering van de auditopdrachten en indirect ook tot een betere kwaliteit van de informatie die aan de ondernemingsraden wordt verstrekt. Hij erkent ook het belang van internationaal erkende standaarden in België, dat een voor internationale betrekkingen en investeringen zeer open land is.

De raad constateert dat op Europees vlak nog geen beslissing werd genomen omtrent het introduceren van de ISA's in de Europese Unie en dat gelijktijdig met de openbare raadpleging in België ook een openbare raadpleging in de Europese Unie plaatsvindt. De raad is ingenomen met het in punt 6 van de ontwerpnorm uitgedrukte voornemen om een evaluatie van de Europese en Belgische ontwikkelingen te maken tegen 15 december 2011, waarna de definitieve data van inwerkingtreding zullen worden vastgesteld.

De raad stelt vast dat, volgens het IBR, de ISA's bepalen dat hun concrete toepassing moet worden aangepast aan de kenmerken van elke entiteit die aan een audit wordt onderworpen, meer bepaald hun omvang (kmo's), hun complexiteit en hun aard (verenigingen). Volgens de raad is dit een essentieel gegeven. Voorts is de raad van oordeel dat de toepassing van de ISA's op de kmo's en de verenigingen geen extra kosten voor deze entiteiten mag meebrengen. Er moet dan ook een kosten/batenanalyse van de toepassing van de ISA-normen op de kmo's en de verenigingen worden uitgevoerd teneinde de in punt 6 van de ontwerpnorm aangehaalde evaluatie te kunnen realiseren.

De raad onderstreept het belang van een begeleidingsprogramma voor de tenuitvoerlegging van de ISA-normen. Dit programma moet het m.n. mogelijk maken tegemoet te komen aan de behoeften van de kleine kantoren, zowel wat de praktische opleiding als wat de instrumenten betreft, opdat deze hun controles overeenkomstig de ISA's kunnen uitvoeren.

De raad constateert dat het IBR op zijn website alle bedrijfsrevisoren wil inventariseren die verklaren de ISA's reeds toe te passen op al hun wettelijke controleopdrachten, als een incentive voor andere bedrijfsrevisoren om de ISA's te hanteren. Hij pleit evenwel voor de invoering van een voldoende lange overgangsperiode opdat het bovengenoemde begeleidingsprogramma en de ISA-normen m.n. in de kleine kantoren concreet ten uitvoer kunnen worden gelegd.